

A.A.G.E.C.

60195

Société d'Audit, d'Assistance, de Gestion et d'Expertise Comptable

Alain ABITEBOL
Claude MAILLET
Roger SEBBAG

Member of EXPERTS FRANCE represented internationally through RUSSEL BEDFORD INTERNATIONAL with offices worldwide

PARIS, le 4 Décembre 1991



30 B 1378

18 DEC. 91-803342

Monsieur le Président du
TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS
1, Quai de Corse
75004 PARIS

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 62 de la loi du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir désigner un commissaire aux apports avec pour mission de vérifier l'apport d'une clientèle d'expert comptable qui doit être effectué à notre société à responsabilité limitée d'expertise comptable AAGEC.

Cet apport doit être effectué par Monsieur Roger SEBBAG.

Nous nous permettons de vous suggérer la nomination de :

Madame Lucette COIA
Commissaire aux comptes inscrite à la Compagnie de PARIS
24 avenue Pierre et Marie Curie
93150 LE BLANC MESNIL

Nous vous prions de trouver ci-joint un chèque de 127,06 francs au titre de vos frais.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux.

TÉL : 43 45 32 30

34, rue de Picpus 75012 PARIS

FAX : 43 45 78 60

ORDONNANCE

Nous, Président du Tribunal de Commerce de Paris,
Officier de la légion d'Honneur ;

Vu la requête présentée par la société A.A.G.E.C. (STE D'AUDI
D'Assistance de Gestion et d'Expertise Comptable)

ayant son siège à 34 rue de Picpus 75012 PARIS

Nommons M Victor AMATA
demeurant à Lucile COIA
1) 5 rue Anatole de la Forge 75017 Paris
2) 24 avenue Pierre et Marie Curie 93150 Le Blanc
en qualité de commissaires aux apports. Mermel

Disons que le commissaire ci-dessus désigné pourra se
faire assister par un ou plusieurs experts de son choix dans
l'accomplissement de sa mission.

Disons que le commissaire ci-dessus désigné devra,
avant de facturer ses honoraires, nous soumettre le montant de
ceux-ci, en nous précisant s'il a obtenu l'accord de la société
débitrice ou si un désaccord l'oppose à celle-ci ; le commissaire
devra également nous remettre une note succincte sur la nature et
l'importance des diligences justifiant la facturation envisagée.

Disons que la présente ordonnance sera déposée au
Greffes de ce Tribunal.

Fait à Paris le

17 DEC. 1991

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

LE GREFFIER

